



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

YONNE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°89-2017-027

PUBLIÉ LE 21 FÉVRIER 2017

# Sommaire

## **Préfecture de l'Yonne**

89-2017-02-10-012 - Arrêté n°PREF CAB 2017 107 du 10 février 2017 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (2 pages)

Page 3

Préfecture de l'Yonne

89-2017-02-10-012

Arrêté n°PREF CAB 2017 107 du 10 février 2017  
autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la  
fouille des bagages,et la visite des véhicules circulant,  
arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des  
lieux accessibles au public



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

## Arrêté n°PREF/CAB/2017-107

**autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public**

**Le préfet de l'Yonne,  
Chevalier dans l'ordre de la Légion d'Honneur,  
Chevalier dans l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n°55-385 du 3 avril 1955 modifiée relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n°2016-1767 du 19 décembre 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu le décret n°2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n°2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 12 novembre 2014 nommant M. Jean-Christophe MORAUD, préfet de l'Yonne ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1°bis et 1°ter de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que ces derniers mois, de nombreuses atteintes à l'ordre public ont été constatées dans la commune de Sens ;

Considérant que la situation géographique de Sens (89) et que sa proximité avec Paris (75) et la région parisienne favorise des flux importants de déplacements ;

Considérant qu'il a été constaté une accélération de l'arrivée d'individus défavorablement connus des forces de l'ordre en provenance d'autres départements ;

Considérant que, dans le cadre de l'état d'urgence, des perquisitions administratives ont été ordonnées à Sens à l'encontre d'individus radicalisés, en voie de radicalisation ou proches d'individus radicalisés ;

Considérant que compte-tenu des troubles énoncés ci-dessus, il convient de prévenir les atteintes à l'ordre public, notamment la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Le 21 février 2017, de 14h30 à 16h30, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

### Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> sont effectués dans la commune de Sens (89), dans le périmètre délimité par les voies suivantes :

- Secteur ZUP : avenue de la Marne, avenue de l'Europe, rue de Londres, rue de Bruxelles, rue de Prague, rue de Berlin, rue du Groupe Kléber, promenade des Champs-Plaisants, avenue du 8 mai 1945, rue Racine, rue Molière, rue Gabriel Marcel, rue Albert Camus, rue François Mauriac, rue Verlaine, rue Rabelais, rue Louis Armand, boulevard Georges Clémenceau, rue Corneille, rue Boileau, rue Henri Sanglier, rue Rouget de Lisle, rue Claude Debussy, rue de Copenhague, rue d'Irlande, rue Maxime Courtis, Maréchal de Lattre de Tassigny, rue Poincaré, rond-point Lech Walesa, rue Edmond Michelet, rue de Rome, rue d'Amsterdam, rue d'Anvers, rue la Fontaine, rue Paul Eluard, rue Compagnie Ferry, rond-point des droits de l'Homme, rue du 19 mars 1962, rue de Saligny.

### Article 3

La sous-préfète, directrice de cabinet et le directeur départemental de la sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Sens.

Fait à Auxerre, le **10 FEV. 2017**

Le préfet,

Jean-Christophe MORAUD